

Nurses for police and prison abolition/Infirmières pour l'abolition de la police et des prisons/Enfermeras para la abolición de la policía y las prisiones

Nurses must join the movement for police and prison abolition. The twinned crises of COVID-19 and police brutality against Black, Indigenous, and people of color (BIPOC) in North America in spring 2020 make clear that for nurses to follow our Code of Ethics, to promote justice, foster health, and prevent harm, we must advocate for an end to racist systems of policing and criminalization. Nursing has a long history of complicity in exclusion, oppression, and exploitation of BIPOC. Changing that course requires abolitionist action, and the 2020 International Year of the Nurse and Midwife should be devoted to that change (Figure 1).

Reforming policing or prison systems, attempting to make either of them incrementally better, wastes effort that must be directed to radical change. Inhumane systems cannot be made better. Nursing is political and we as nurses must engage with the political demands of abolitionism. We must answer the call. It is foundational, vital, and urgent that nursing do this work. Advocacy is our job.

The super-acceleration of COVID-19 in prison spaces is causing whole societies to question the acceptability and necessity of these institutions. The horror of prisons— isolation, restraints, infection, injury—is borne disproportionately by those on the margins. Too many prisoners are BIPOC, most are victims of physical and sexual abuse, and most are poor, inadequately housed, unemployed, and unwell. It is no coincidence that prisons disproportionately affect BIPOC—prison is part of a system that was not designed for safety but rather to control, oppress, and segregate. To seek care while in prison requires compliance with traumatizing security protocols—strip-searching, observation, violations of confidentiality. Prison is a bastion of the racist and colonial practices that nursing itself needs to renounce.

Police across Canada disproportionately target and harm BIPOC. Police shot and killed Black student nurse and medic Breonna Taylor in her home in Kentucky. When called to respond to mental health crises, police have killed. During the COVID-19 pandemic we lost D'Andre Campbell and Regis Korchinski-Paquet when police were called as first responders to attend to health matters. Health is not a matter for police.

The police and prison goals of punishment and control conflict with nursing aim to treat, care for, and promote health. The consequences of policing and prison, including increased risk to BIPOC of homicide, suicide, and death, undermine the effort of nursing at its

core. We will not have our work undone by police and prison systems. We as nurses are responsible for care. To care for our communities, to advocate for justice and safety, we must abolish police and prisons.

In this pandemic we have witnessed the release of tens of thousands of prisoners to prevent disease transmission; nurses should be leading efforts to depopulate prisons for safety and public health. At the same time, we are seeing increased policing in the form of tickets and arrests to enforce stay at home orders. Policing is not effective to promote health. Nurses must resist the criminalization of illness and the transformation of public health into policing.

Abolition is fundamentally about imagining a different way of addressing the structural determinants of harm. We must learn abolition as a nursing intervention. Nurses are one of if not the largest workforce in North America. We are held in extraordinary esteem—especially now, as the frontline heroes of COVID-19 response. We must leverage this goodwill to demand an end to police and prison systems, to call for alternatives that support justice without violence, deprivation, and death. We must use our strength in voting numbers. Our professional organizations, employers, and unions must end partnerships with police. And we must lead in development and adoption of nonpunitive, trauma-informed support for people in crisis.

No amount of investment—such as for equipment, training, or staff—will reduce the harm of policing and prison. These investments increase the acceptability of police and prisons and result in increases in criminalized populations. As nurses we recognize that inadequate investment in community and excessive policing drives the process of criminalization. We call for spending in communities, in health promotion and social services, and not inside police departments and prison walls.

We are nurses for abolition now!

To join the movement of nurses for abolition, sign here: https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSerTjsPY_yWGHtpQeqZLErfQaUaPOb7iKnDggw1jk16cF1GTg/viewform

1 | EN FRANÇAIS

Par cette déclaration, nous appelons les infirmières à se joindre au mouvement pour l'abolition de la police et des prisons.



La double crise de la COVID-19 et de la brutalité policière à l'endroit des personnes noires, autochtones et racisées (BIPOC) démontre clairement que si nous voulons pratiquer en conformité avec notre code d'éthique et que si nous voulons promouvoir la justice, favoriser la santé et empêcher les préjudices, alors nous devons impérativement agir pour mettre fin aux systèmes racistes que sont la criminalisation et la police. Les soins infirmiers ont longtemps été complices de l'exclusion, l'oppression et l'exploitation des personnes noires, autochtones et racisées. Changer le cours de cette histoire exige que nous travaillions pour mettre fin aux prisons et à la police. En cette année internationale des sages-femmes et du personnel infirmier, c'est maintenant que nous devons agir.

Réformer la police et le système carcéral ou essayer de les rendre un tant soit peu plus tolérables est un gaspillage d'énergie qui devrait plutôt être consacrée à un changement radical. Un système aussi inhumain ne peut être fondamentalement amélioré. Soigner est un acte politique et l'advocacy est au cœur de notre rôle. De ce fait, nous devons donc nous engager à répondre à l'appel du mouvement abolitionniste pénal.

La COVID-19 s'est répandue comme une traînée de poudre dans les prisons. Cela a amené une remise en question de l'acceptabilité et la nécessité même de ces institutions. L'isolement, les contentions, les infections, les blessures et les autres horreurs qui sont monnaie courante dans les prisons sont subies de façon disproportionnée par celles et ceux qui se trouvent déjà aux marges de la société.

Il y a une surreprésentation des personnes noires, autochtones et racisées en prison. Trop de personnes détenues ont vécu des violences physiques et/ou sexuelles. La plupart d'entre elles sont pauvres, mal logées, sans emploi ou malades. Ceci n'est pas un hasard – après tout, la prison fait partie d'un système qui n'a pas été conçu pour assurer la sécurité des gens, mais plutôt pour contrôler, opprimer et ségréguer. Accéder aux soins de santé en prison implique de se soumettre à des protocoles de sécurité traumatisants, notamment les fouilles à nu, la surveillance et les multiples bris de confidentialité. La prison est un bastion de pratiques racistes et coloniales que les soins infirmiers se doivent de rejeter.

Partout à travers le Canada, la police cible de manière disproportionnée les personnes noires, racisées et autochtones. La police a aussi tué Breonna Taylor, étudiante en soins infirmiers et technicienne paramédicale, dans son domicile du Kentucky. Quand la police est appelée pour résoudre des situations de crise, elle répond trop souvent en blessant et en tuant bêtement. Depuis le début de la pandémie COVID-19, nous avons ainsi perdu D'Andre Campbell et Régis Korchinski-Paquet dont le décès a été le résultat d'interventions policières.

Le but de la police est de contrôler et de punir. Celui des soins infirmiers est de soigner, traiter et promouvoir la santé. Il est clair que ces objectifs sont en conflit. Nous savons que l'incarcération et la répression augmentent le risque d'homicide, de suicide et de décès chez les personnes BIPOC. Les efforts de la police minent donc ceux des infirmières. Nous ne voulons pas que notre travail soit défait par celui de la police et des prisons. Notre domaine est celui du care et nous sommes convaincues que pour bien prendre soin de

notre communauté – pour que la justice règne et que la sécurité de toutes y soit assurée – nous devons militer pour abolir la police et les prisons.

Depuis le début de la pandémie, des dizaines de milliers de personnes ont été relâchées de prison dans le but de prévenir la transmission de la COVID-19. Nous devons être aux premières lignes de ces efforts visant à dépeupler les prisons. Toutefois, d'autre part, nous assistons également à une augmentation de la répression sous la forme d'amendes et d'arrestations visant à faire respecter les ordonnances de confinement. Il est clair pour nous que la promotion de la santé ne passe pas par l'action policière. De ce fait, les infirmières doivent ainsi résister à la criminalisation de la maladie et à la transformation de la santé publique en outil de répression.

L'abolitionnisme pénal nous permet d'imaginer des manières différentes de faire face aux causes structurelles des problèmes sociaux. Militer pour l'abolition de la police et du système pénal doit devenir une intervention infirmière à part entière. Il ne faut pas oublier que nous formons l'un des plus grands (sinon le plus grand) groupes de travailleurs et de travailleuses en Amérique du Nord. Maintenant plus que jamais, la population nous tient en très haute estime et nous pouvons profiter de cette position favorable pour exiger la fin de la police et des prisons et pour demander la mise en place d'alternatives qui favorisent la justice sans encourager la violence, la privation et la mort. Il faut se rappeler que nous avons la force du nombre quand c'est le temps d'aller voter. Exigeons que nos associations professionnelles, nous employeurs et nos syndicats mettent fin à tout partenariat avec la police. Finalement, soyons des leaders dans le développement et l'adoption de pratiques non-punitives et sensibles aux traumatismes pour répondre aux besoins des personnes en crise.

Il n'y aucune somme d'argent – que ce soit pour de l'équipement, des formations ou pour l'embauche de personnel supplémentaire – qui soit assez grande pour minimiser les torts causés par la police et les prisons. Ces investissements ne font qu'accroître l'acceptabilité sociale de la police et se soldent ultimement par davantage de criminalisation. En tant qu'infirmières, nous reconnaissons que le sous-financement des communautés et le rôle exagéré accordé aux forces policières constituent le fil conducteur de cette criminalisation. Nous appelons donc à un déinvestissement des forces policières et du système carcéral au profit d'un réinvestissement dans nos communautés, dans les efforts de promotion santé et dans les services sociaux.

Abolissons la police et les prisons maintenant!

Ajoutez votre nom : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSerTjsPY_yWGHtpQeqZLErfQaUaPOb7iKnDggw1jk16cF1GTg/viewform

2 | EN ESPAÑOL

Enfermeras para la abolición de la policía y las prisiones

Las enfermeras* deben unirse al movimiento para la abolición de la policía y las prisiones. Las crisis simultáneas del COVID-19 y brutalidad

policial contra las personas de raza negra, indígenas y gente de color (RNIGC) en América del Norte en la primavera 2020 dejan en claro que a fin de que las enfermeras sigamos nuestro Código de Ética, de promover la justicia, de fomentar la salud, y prevenir lesiones, tenemos que abogar por la terminación de los sistemas racistas de la labor policial y criminalización. La enfermería tiene una historia de complicidad con exclusión, opresión y explotación de los RNIGC. Para cambiar este curso se requiere acción abolicionista, y el Año Internacional de la Enfermera y la Matrona se debe dedicar a ese cambio.

La reforma de sistemas de la labor policial o penitenciarios, intentando mejoras graduales de ambos, desperdicia el esfuerzo que se debe dirigir hacia un cambio radical. No se pueden mejorar sistemas inhumanos. La enfermería es política y nosotras como enfermeras debemos estar involucradas con las exigencias políticas del abolicionismo. Tenemos que responder al llamado. Es fundamental, vital y urgente que la enfermería haga este trabajo. Nuestra misión es abogar.

La super-aceleración del COVID-19 en las cárceles está causando que sociedades enteras pongan en duda la aceptabilidad y necesidad de estas instituciones. El horror en las prisiones—aislamiento, restricción, infecciones, lesiones—es cargado desproporcionadamente por los grupos marginales. Hay demasiados prisioneros que son miembros de los RNIGC; la mayoría son víctimas de abuso físico y sexual, de la pobreza, sin albergue adecuado, sin empleo y en malas condiciones de salud. No es casualidad que las cárceles afectan desproporcionadamente a los RNIGC—la prisión es parte de un sistema que no fue diseñado para la seguridad sino para controlar, oprimir y segregar. Para buscar atención de salud mientras uno está en prisión se requiere cumplimiento de protocolos traumáticos de seguridad tales como someterse a registros desnudos, observación, y violaciones de confidencialidad.

La prisión es un reducto de las prácticas racistas coloniales que la enfermería debe renunciar.

La policía en Canadá se enfoca y causa daño desproporcional a los RNIGC. La estudiante de enfermería y paramédica negra Breonna Taylor fue baleada y murió en su casa en Kentucky. La policía ha causado la muerte a personas aún cuando ha sido llamada para responder a una crisis de salud mental. Durante la pandemia del COVID-19 perdimos a D'Andre Campbell y Regis Korchinski-Paquet cuando la policía fue llamada como socorrista para asistir en asuntos de salud. La salud no es asunto de la policía.

Los objetivos policiales y penitenciarios de castigar y controlar están en conflicto con los objetivos de la enfermería de tratar, cuidar y promover la salud. Las consecuencias de la labor policial y las prisiones, incluyendo el riesgo aumentado para los RNIGC de homicidio, suicidio y muerte, socavan el esfuerzo de la enfermería en su núcleo. No permitiremos que nuestro trabajo sea destruido por los sistemas policiales y penitenciarios. Nosotras, como enfermeras, somos las responsables de la atención de salud. Para cuidar a nuestras comunidades, para abogar por la justicia y seguridad, debemos abolir la policía y las prisiones.

En esta pandemia, hemos sido testigos a la liberación de decenas de miles de prisioneros con el propósito de prevenir la transmisión de enfermedad; las enfermeras deben liderar los esfuerzos de despoblar las prisiones para mejorar la seguridad y salud pública. Al mismo tiempo, vemos que la labor policial ha aumentado en forma de multas y detención para hacer cumplir las órdenes de quedarse en casa. La labor policial no es efectiva para promover la salud. Las enfermeras deben resistir la criminalización de la enfermedad y la transformación de la salud pública en labor policial.

La abolición se trata básicamente de imaginar una manera distinta de abordar las determinantes estructurales del daño.



FIGURE 1 Nurses for Abolition, an original artwork by Julia Hutt. [Colorfigure can be viewed at [wileyonlinelibrary.com](https://onlinelibrary.wiley.com)]

Tenemos que entender la abolición como una intervención de enfermería. La enfermería es una de las fuerzas laborales más grandes, si no la más grande, en América del Norte. Actualmente gozamos de un alto aprecio—especialmente ahora, como héroes en el frente de la respuesta al COVID-19. Debemos aprovechar este privilegio para exigir la terminación de los sistemas policiales y penitenciarios, para solicitar alternativas que apoyen la justicia sin violencia, carencia, y muerte. Debemos usar nuestra fuerza en números de votantes. Nuestras organizaciones profesionales, empleadores y sindicatos deben terminar su asociación con la policía. Debemos ser líderes en el desarrollo y adopción de apoyo no-punitivo y trauma-informado para gente en crisis.

Ninguna inversión incluyendo equipo, entrenamiento o personal—disminuirá el daño de la labor policial y las prisiones. Estas inversiones solo aumentan la aceptabilidad de la policía y las prisiones y resultan en aumento de las poblaciones criminalizadas. Como enfermeras reconocemos que la inversión insuficiente en las comunidades y la labor policial excesiva apoyan el proceso de criminalización. Solicitamos inversión adecuada en las comunidades, en promoción de la salud y servicios sociales, y no dentro de los departamentos de policía y muros de las prisiones.

¡Somos enfermeras para la abolición ahora!

¡Agregue su nombre! https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSerTjsPY_yWGhTpQeqZLErfQaUaPOb7iKnDggw1jk16cF1GTg/viewform

* para facilitar la lectura y sin olvidar a los miembros del sexo masculino en nuestra profesión, escogimos utilizar la forma femenina de la palabra “enfermera”.

Traducción por Dra. Norma Stephens Hannigan y Dr. Armando Lopez.

Martha Paynter RN, PhD 

Keisha Jefferies RN, PhD

Leah Carrier RN PhD Student

*School of Nursing, Dalhousie University, Halifax, Nova Scotia,
Canada*

Email: mpaynter@dal.ca

ORCID

Martha Paynter  <https://orcid.org/0000-0002-4194-8776>